



Au Mexique, le vote nul tente les comités citoyens

Décus par la classe politique mexicaine et par les autorités de contrôle des élections, des comités citoyens prônent le vote nul aux élections de dimanche, pour faire entendre leur désir de réforme

MEXICO

De notre correspondant

Les Mexicains sont appelés aux urnes dimanche pour élire leurs députés, leurs maires et six gouverneurs d'État. Mais la population pourrait bouder ce scrutin, ne se sentant pas concernée. Selon certains sondages, l'abstention et le vote nul pourraient représenter 70 % des inscrits. Les trois principales formations en lice, le Parti d'action nationale (droite), le Parti révolutionnaire institutionnel (ancien régime) et le Parti de la révolution démocratique (gauche) ne se partageraient donc que 30 % de votants.

Des comités citoyens pour la réforme électorale, qui regroupent une centaine d'ONG se battant pour que le Mexique mette en place une véritable transition démocratique, estiment que ce désintérêt des Mexicains vient de l'absence de plates-formes politiques. «*Les partis se sont entre-déchirés sans proposer le moindre programme car le modèle de communication est la télévision, avec des annonces commerciales pour vendre les partis comme*

des produits de consommation», s'indigne Mercedes Saiz, de l'ONG Todos Construimos la democracia.

Les intellectuels et la classe moyenne, qui sont habituellement à l'écoute des campagnes électorales, se tournent cette année vers les ONG qui les engagent à s'abstenir ou à annuler leur vote en renvoyant les partis dos à dos.

La classe moyenne se tourne vers les ONG qui l'engagent à s'abstenir ou à annuler son vote en renvoyant les partis dos à dos.

Le journal *Reforma* estime que le pourcentage de vote nul, qui est habituellement de 2 %, pourrait se situer dans une fourchette de 10 à 15 % selon la participation. Ce vote nul devrait donc recueillir beaucoup plus de voix que les petits partis qui composent par exemple la gauche.

Le second motif d'irritation des Mexicains est un manque de confiance dans l'Institut fédéral électoral (IFE) et son tribunal (TFE). Cet organisme, qui devrait défendre les intérêts des citoyens au-delà des partis, s'est laissé influencer par le Parti d'action nationale et par le Parti révolutionnaire institutionnel qui se sont unis pour défendre les intérêts de l'oligarchie et des grands monopoles. «*La fraude électorale n'existe plus comme dans le passé, sauf encore dans certains États*, explique Isabel Arroyo, d'un comité citoyen, *mais nous n'avons toujours pas une dé-*

mocratie de qualité qui permette que les élections soient équitables.

Il est intolérable que l'IFE refuse de sanctionner l'utilisation des ressources gouvernementales dans la campagne électorale.»

L'autre scandale est de permettre à des monopoles de la communication de s'acheter un parti. Les deux grands groupes de télévision, Televisa et TV Azteca, auront des députés élus à la proportionnelle et qui serviront leurs intérêts à travers le Parti Vert qui a bénéficié d'une campagne médiatique massive. Ces groupes de presse ont fait la promotion de ce parti dans de multiples programmes, feuillets et même lors des journaux télévisés, sans que l'IFE ne comptabilise cette «*publicité maison*» comme temps officiels de campagne.

Enfin, et c'est peut-être le problème le plus grave, l'IFE et les partis politiques refusent de divulguer le profil des candidats, leur niveau d'études, leur carrière professionnelle. Les électeurs n'ont finalement que le nom du candidat, son âge et sa photo pour se prononcer, ce qui permet aux cartels de la drogue et à tous les lobbys (pharmaceutique, tabac, alcools) de présenter des gens douteux dont on ne connaît ni le parcours ni les intentions.

Les partisans du vote nul espèrent un bon score pour contraindre les partis à les incorporer dans les discussions des réformes électorales à venir. Ils souhaitent en particulier changer la Constitution pour autoriser la réélection et permettre ainsi aux électeurs d'exercer un vote sanction.

PATRICE GOUY



Une banderole électorale du Parti révolutionnaire institutionnel déployée dans un quartier populaire de Mexico. Selon certains sondages, les Mexicains semblent peu motivés par le scrutin de dimanche.